



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

---

## ACCORD TRUMP-JUNCKER

### L'AGRICULTURE N'EST PAS UNE MONNAIE D'ÉCHANGE

A grand renfort de menaces « protectionnistes », dans des secteurs comme l'acier, l'aluminium ou l'automobile, qui ne sont en fait qu'une volonté politique de pousser les feux des transnationales américaines, Trump a conclu un accord dont le contenu n'a pas été rendu public, avec Juncker, président de la Commission européenne, pour travailler à la suppression des droits de douane, des subventions et des obstacles non tarifaires, c'est-à-dire fondamentalement les normes sociales, sanitaires et environnementales. Une nouvelle fois, l'Europe capitule devant la volonté des Etats-Unis d'imposer leur leadership au monde, tout en tentant de sauvegarder les intérêts de quelques Konzerns allemands, notamment de l'automobile.

Après l'échec du Tafta, les Etats-Unis et l'Union européenne ont scellé un pacte de libre-échange, une nouvelle fois dans le dos des peuples. Trump et Juncker se sont mis d'accord pour privilégier les importations étatsuniennes dans les services, les industries pharmaceutiques, chimiques et l'énergie, ainsi que le soja notamment.

La Chine, 1<sup>er</sup> consommateur mondial de soja, s'approvisionnant désormais au Brésil, Trump est confronté à un fort mécontentement des gros céréaliers américains, supports de son élection à la présidence. Aussi Trump veut-il imposer le soja américain aux pays de l'UE. Fort de cette nouvelle capitulation, celui-ci ne s'arrêtera pas en chemin ;

L'agriculture française est dans l'œil du cyclone. L'ensemble des travailleurs, salariés et non-salariés, de l'agroalimentaire sont en première ligne pour faire les frais de ces tripatouillages en coulisses. Les patrons de l'UE se frottent les mains, Medef en tête. Et pour cause, seuls, les intérêts des transnationales sont protégés pour doper les profits et dividendes, quitte à sacrifier l'indépendance nationale dans des secteurs stratégiques, la souveraineté alimentaire nationale et une réelle coopération européenne et internationale.

Le gouvernement français doit mettre en œuvre des stratégies et politiques permettant de défendre et développer le potentiel industriel national et l'emploi, notamment agroalimentaire. L'agriculture ne doit pas servir de monnaie d'échange sous la menace étatsunienne et des grands groupes capitalistes. Elle doit être exclue de ces négociations. Une urgence s'impose, la maîtrise de notre politique agricole nationale dans une Europe de solidarité afin de garantir un type de développement agricole durable et répondre aux besoins alimentaires en quantité et en qualité à des prix socialement acceptables.

Montreuil,  
30 juillet 2018